

Déclaration

Grèce : une majorité des membres du comité central de Syriza rejettent l'accord

La vice-ministre grecque des finances démissionne du gouvernement

mercredi 15 juillet 2015, par [Syriza](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juillet 2015).

Déclaration de 107 (sur 201) membres du comité central du Syriza

Le 12 juillet à Bruxelles, un coup d'Etat a eu lieu à Bruxelles, qui a montré que le but des leaders européens était d'infliger une punition exemplaire à un peuple qui avait imaginé un autre chemin, différent du modèle néolibéral d'austérité. C' est un coup d'État dirigé contre toute notion de la démocratie et de la souveraineté populaire.

L'accord signé avec les « institutions » a été le résultat de menaces de l'étranglement économique immédiat et représente un nouveau protocole imposant des conditions humiliantes, odieuses et une tutelle qui sont destructrices pour notre pays et notre peuple.

Nous sommes conscients de l'asphyxie des pressions qui ont été exercées sur la partie grecque, nous considérons néanmoins que la fièvre avancée des travailleurs lors du référendum n'autorise pas le gouvernement à renoncer sous les pressions exercées par les créanciers.

Cet accord n'est pas compatible avec les idées et les principes de la gauche, mais, au-dessus de toute autre chose, n'est pas compatible avec les besoins de la classe ouvrière. Cette proposition ne peut être acceptée par les membres et les cadres de Syriza.

Nous demandons au comité central de nous réunir immédiatement et nous invitons les membres, les cadres et les députés de Syriza à préserver l'unité du parti sur la base de notre conférence, des décisions et de nos engagements en matière de programme.

Athènes, 15 juillet 2015

La vice-ministre grecque des finances démissionne du gouvernement

La vice-ministre grecque des finances, Nadia Valavani, a annoncé sa démission du gouvernement dans une lettre adressée au premier ministre Alexis Tsipras. Elle était chargée des questions fiscales et des privatisations, a fait savoir qu'elle n'était plus en mesure de siéger au conseil des ministres. « *Il est impossible de continuer d'appartenir au gouvernement* », jugeant que les mesures d'austérité engageront le pays sur une voie mortifère.

De nombreuses sections locales et régionales de Syriza rejettent aussi l'accord, ainsi que le secteur syndical du parti.

La Plateforme de gauche a annoncé qu'elle ne voterait pas l'accord au parlement.

Par ailleurs : grèves des fonctionnaires

Le syndicat des fonctionnaires (Adedy) a lancé un appel à la grève de vingt-quatre heures, le premier depuis l'arrivée au pouvoir d'Alexis Tsipras, appelant à des manifestations dans le centre-ville en fin de matinée, puis en fin de journée, avec d'autres petits partis de gauche.

La grève affecte notamment les transports publics d'Athènes, ainsi que les ministères et les collectivités locales (le syndicat des employés municipaux Poe-Ota s'est en effet joint au mouvement). Les pharmacies ferment pour protester contre la déréglementation annoncée du secteur. Les hôpitaux fonctionnent avec du personnel d'astreinte.

Greco indépendants

Quant aux Grecs indépendants, membre de la coalition au pouvoir, ils ne soutiennent pas l'accord selon leur leader, le ministre de la défense, Panos Kammenos : ils ne peuvent « *soutenir les termes du troisième plan d'aide à Athènes* » du fait en particulier des « *50 milliards d'euros de garanties concernant les biens publics* » et de « *modifications de lois comportant la confiscation d'habitations.* »
